

Sondage *Harris Interactive avec Euros Agency* pour The European Climate Foundation

- *Echantillon de 505 dirigeants d'entreprise français, représentatif des entreprises françaises d'au moins 10 salariés*
- *Echantillon de 502 dirigeants d'entreprise allemands, représentatif des entreprises allemandes d'au moins 10 salariés*

Méthode des quotas et redressement appliquée aux variables suivantes : taille et secteur des entreprises. Certaines entreprises ont été sur-représentées afin d'obtenir un effectif statistiquement suffisant pour disposer de résultats fiables sur toutes les catégories d'entreprise, notamment les plus grandes et celles œuvrant dans la production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur, d'air conditionné et d'eau. Elles ont été remises à leur poids dans l'échantillon global.

* * * * *

- **En Allemagne**, l'abandon progressif du nucléaire a été décidé et la part d'électricité renouvelable est déjà passée en 10 ans de 6% à 25%, avec un objectif de 40% d'ici 2020 ;
- **En France**, le projet de loi pour « un nouveau modèle énergétique » a été présenté fin juillet et est actuellement examiné au Parlement : il prévoit notamment de réduire les émissions de gaz à effet de serre d'ici 2050 et de porter à 32% la part des énergies renouvelables dans la consommation énergétique finale en 2030.

©2014 Harris Interactive SAS. Tous droits réservés.

Si les deux pays partagent une même intention, **les objectifs détaillés, les moyens pour y parvenir et le processus politique (concertations, prises de décision, fixation du calendrier...) ne sont pas nécessairement identiques**. Consciente de ces différences et convaincue qu'une coopération entre les deux pays pourrait être bénéfique pour cet enjeu majeur, **la Fondation Européenne pour le climat (ECF) a souhaité mener une étude croisée** auprès des dirigeants d'entreprise **Français et Allemands**. Il s'agit là, en effet, d'acteurs centraux de la transition énergétique. L'énergie constitue un facteur clé de la compétitivité des entreprises et le rôle de leurs dirigeants dans ce mouvement est essentiel : connaître leurs perceptions, répondre à leurs inquiétudes et identifier les leviers potentiels apparaissent dès lors comme autant d'impératifs pour accompagner la réussite de la transition. L'étude avait donc vocation à identifier :

- ✓ **Leur regard général sur la transition énergétique** : comment la définissent-ils ? Lui attribuent-ils un fort degré d'urgence ? Certaines entreprises apparaissent-elles plus en soutien ou au contraire réticentes ?
- ✓ **Leur perception des risques et opportunités pour les entreprises en général et la leur en particulier** : quels sont, selon eux, les risques encourus par les entreprises ? La transition énergétique peut-elle participer à la croissance ? Leur entreprise a-t-elle plus à gagner ou plus à perdre dans ce mouvement ?
- ✓ **Leur opinion sur la politique envisagée ou mise en œuvre dans leur pays** : se sentent-ils consultés et pris en compte ? Comprennent-ils les objectifs affichés ? Jugent-ils efficaces les moyens mis en œuvre ? Estiment-ils leur pays capable de mettre en œuvre une bonne transition énergétique ?
- ✓ **Leur appréciation de la situation outre-Rhin et de l'opportunité de coopérer** : se sentent-ils informés sur ce qui se passe à ce sujet en dehors de leurs frontières ? A quels niveaux faut-il selon eux agir ? Quelles pourraient être les modalités d'une coopération bénéfique entre la France et l'Allemagne ?

L'enquête devait enfin permettre de mettre en avant **les convergences et les divergences entre les deux pays** pour faire émerger les « best practices » et les difficultés rencontrées par chaque pays, ainsi que les opportunités de coopération.

Quels sont les principaux enseignements de cette étude ?

- Si leurs réponses diffèrent parfois dans le reste de l'enquête, dirigeants d'entreprise français et allemands s'accordent pour estimer **urgente une politique de transition énergétique**.
- Pour eux, **le mix énergétique de leur pays devrait accorder plus de place aux énergies renouvelables et moins aux énergies fossiles**. Si ces souhaits sont partagés des deux côtés du Rhin, notons que les chefs d'entreprise allemands plaident davantage que leurs homologues français pour un abandon du nucléaire mais un peu moins pour un abandon du charbon, ces différences s'éclairant au regard du mix énergétique actuel des deux pays. Ni en France ni en Allemagne, les dirigeants d'entreprise ne semblent particulièrement soutenir le développement du gaz de schiste.
- Une majorité des dirigeants d'entreprise des deux pays envisage des retombées positives de la transition énergétique concernant **l'innovation technologique et l'efficacité énergétique des entreprises**. Si les dirigeants français espèrent également majoritairement un impact positif en matière de **croissance, de sécurité d'approvisionnement et même d'emploi**, les dirigeants allemands sont un peu plus sceptiques. L'inquiétude des dirigeants d'entreprise repose sur l'anticipation d'un impact négatif sur **les coûts globaux d'approvisionnement en énergie et la facture d'électricité** des entreprises, surtout en Allemagne. Au final, **30% des dirigeants allemands et 47% des dirigeants français pensent qu'ils ont « plus à gagner qu'à perdre » dans le processus de transition énergétique**, et peu craignent d'y perdre quelque chose.
- Les dirigeants français sont également un peu plus nombreux à penser avoir **un rôle important à jouer** dans la transition énergétique que leurs alter-ego allemands (63% contre 52%). Mais dans les deux pays, **les responsables en entreprise**, particulièrement dans les grandes entreprises, **se montrent assez ouverts à des solutions pour promouvoir la transition en entreprise, y compris via des investissements** modérés ou importants pour améliorer leur efficacité énergétique.
- Si les dirigeants français sont plus optimistes sur les conséquences de la transition énergétique, ils se montrent en revanche plus critiques que les allemands sur la politique menée dans leur pays à ce

sujet. S'ils jugent à une courte majorité les objectifs fixés par leur gouvernement ambitieux, ils ne les considèrent pas comme réalistes, fixés à un rythme adaptés, clairs ou encore concertés. Les dirigeants allemands s'interrogent sur le calendrier et la coordination avec d'autres pays, mais sont une majorité à juger les objectifs fixés par le gouvernement d'Angela Merkel ambitieux, réalistes et concertés.

- **Les aides financières constituent aux yeux des dirigeants les principaux leviers identifiés de la transition énergétique en entreprise**, même si une majorité d'entre eux estiment qu'ils seraient également encouragés par un cadre politique et réglementaire plus contraignant.
- Selon les responsables en entreprise, le meilleur niveau pour mener la transition énergétique se situe à **un niveau national voire supra-national** plutôt qu'à un niveau local. Dans ce contexte, ils souhaitent **plus de coopération franco-allemande**, quand bien même ils se sentent assez mal informés sur ce qui se passe outre-Rhin en matière de transition énergétique. Notons que les dirigeants français sont un peu plus volontaires en termes de coopération (79% contre 65% des dirigeants allemands). Peut-être parce qu'ils considèrent que **l'Allemagne a plus de chance que la France de mener à bien la transition énergétique**, ce qui est également l'avis des répondants allemands.
- Cette coopération accrue serait selon eux efficace si elle reposait sur **des efforts communs en matière de recherche et développement, mais aussi en matière d'industrie et de politique**. Ils semblent également soutenir l'idée d'un accès facilité des entreprises françaises au marché allemand de la transition énergétique et vice-versa.
- Au final, les dirigeants des deux pays partagent **une conception commune de l'urgence et des principes de la transition énergétique**. Mais les dirigeants allemands, peut-être du fait de l'avancement de leur pays sur la voie de la transition énergétique, semblent aujourd'hui **moins espérer que leurs homologues français des retombées positives pour les entreprises en général et leur entreprise en particulier**. Les dirigeants français semblent plus optimistes mais dans le même temps **plus critiques à l'encontre de leur gouvernement**, considérant dès lors que l'Allemagne a plus de chance que la France de mener à bien la transition énergétique. Les uns comme les autres se rejoignent pour considérer positivement **une plus grande coopération franco-allemande**, dont l'efficacité reposerait sur des projets de Recherche & Développement et des réalisations industrielles communes.

1. Regard général sur la transition énergétique : une urgence perçue et un souhait de développement des énergies renouvelables

Une urgence perçue, quel que soit le profil de l'entreprise

84% des dirigeants d'entreprise français et 87% des dirigeants d'entreprise allemands s'accordent pour estimer urgente une politique de transition énergétique. Ils sont même environ 1/3 à la considérer comme « très urgente » dans les deux pays (respectivement 32% et 36%). Le constat est partagé par tous les profils d'entreprise. Notons que les entreprises de production et de distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'eau apparaissent particulièrement convaincues de cette urgence en France (89%) mais un peu moins en Allemagne (75%). Même les dirigeants qui estiment que leur entreprise a plus à perdre qu'à gagner dans la transition énergétique considèrent qu'il est urgent de mener une telle politique (71% en France, 83% en Allemagne), tout comme ceux qui regrettent que les revendications des chefs d'entreprise ne soient pas suffisamment prises en compte (82% et 85%). **Un consensus semble par conséquent se dessiner parmi les dirigeants d'entreprise des deux pays sur la nécessité d'une politique de transition énergétique.**

Une transition énergétique s'appuyant sur les énergies renouvelables afin de limiter la part des énergies fossiles et du nucléaire, les curseurs pouvant toutefois être placés à différents niveaux du fait de l'histoire et de la situation actuelle de chacun des pays

Les dirigeants d'entreprise estiment que le mix énergétique de leur pays doit laisser plus de place aux énergies renouvelables – éprouvées ou nouvelles – et limiter au contraire la part des énergies fossiles et du nucléaire. En effet, aussi bien en France qu'en Allemagne, les dirigeants d'entreprise souhaitent qu'à l'avenir les **énergies solaire et éolienne** occupent **une part plus importante qu'aujourd'hui** (87% dans les deux cas). De même, ils appellent de leurs vœux **le développement des autres énergies renouvelables** comme la géothermie, la biomasse ou l'hydro-électricité... (respectivement 89% et 81%).

Les avis sont plus mitigés lorsqu'il est question du **gaz naturel**, une majorité relative de dirigeants d'entreprise envisageant plutôt **un statu quo** : en effet, 43% des dirigeants français et 41% des dirigeants allemands expriment le souhait d'une place inchangée accordée au gaz naturel. Notons cependant qu'en France, les autres chefs d'entreprise sont assez partagés, 25% plaidant pour un renforcement de cette énergie contre 27% pour

une réduction et 4% une disparition. En Allemagne, le ratio s'établit plus clairement en faveur d'une diminution voire d'un abandon de cette énergie (37% défendant l'une ou l'autre de ces options contre 20% pour sa progression). La place du **gaz de schiste** fait également débat. Si en France, l'exploration du sous-sol est actuellement interdite pour trouver du gaz de schiste, 20% des répondants font part de leur souhait de voir cette énergie se développer. En Allemagne, cette proportion n'est que de 8%. Rappelons que l'Allemagne a indiqué être prête à autoriser en 2015 la fracturation hydraulique pour le gaz de schiste, sa ministre de l'Environnement ayant toutefois déclaré publiquement : *« il n'y aura pas en Allemagne de fracturation hydraulique de gaz de schiste à des fins commerciales dans un futur proche »*. Si l'Allemagne semble être davantage prête que la France à étudier les possibilités du gaz de schiste, les dirigeants d'entreprise allemands ne semblent pas y tenir plus que leurs homologues français.

Des différences entre les deux pays apparaissent également lorsque l'interrogation porte sur **le nucléaire**. Si en Allemagne, plus de 8 dirigeants sur 10 émettent le souhait de voir sa part être réduite (83%, dont même 45% réduite à zéro), ils ne sont « que » 49% en France. 36% déclarent vouloir que l'Hexagone conserve une place identique au nucléaire, 15% faisant même valoir son développement.

Des consensus relatifs se manifestent de nouveau sur **la part du pétrole puis du charbon** dans le mix énergétique des deux pays. En France, 64% souhaitent que le pétrole soit moins utilisé et 11% qu'il soit abandonné. En Allemagne, ces proportions sont respectivement de 55% et 19%. Idem pour **le charbon, avec un souhait d'abandon un peu plus exprimé par les dirigeants français que par les dirigeants allemands** : en France, 42% désirent un allègement de la part du charbon et presque autant – 37% - un abandon total ; les Allemands exprimant davantage le souhait d'une réduction (57%) que d'une disparition (21%). Ces réponses s'éclairent au regard de la situation des deux pays : ayant décidé de sortir du nucléaire, l'Allemagne s'appuie encore significativement sur son industrie charbonnière, qui représente un nombre non-négligeable d'emplois.

2. Opportunités, risques et moyens d'action de la transition énergétique du point de vue des entreprises : la transition énergétique perçue comme un levier potentiel de croissance, particulièrement en France, pour lequel les dirigeants sont prêts à faire des efforts

Des dirigeants français davantage optimistes que les chefs d'entreprise allemands concernant les retombées économiques de la transition énergétique, notamment en matière d'innovation et de croissance

Une majorité des dirigeants d'entreprise des deux pays envisage **des retombées positives de la transition énergétique concernant deux aspects : tout d'abord l'innovation technologique** (87% en France, 68% en Allemagne), **puis l'efficacité énergétique des entreprises** (60% et 59%).

En revanche, ils ne portent pas le même regard, ou en tout cas pas avec la même intensité, sur **les potentielles répercussions en matière de croissance**. Si en France, **74% se projettent dans un scénario positif, ce n'est plus le cas que de 43% des chefs d'entreprise allemands**. 20% d'entre eux craignent même une contraction de la croissance et des marchés suite à l'engagement sur la voie de transition énergétique. De même, le regard diffère concernant **la compétitivité des entreprises** : si 44% des dirigeants français la voient renforcée par la transition énergétique, la proportion est moindre parmi les Allemands (26%). Et si 1 responsable en entreprise français sur 2 pense que la transition énergétique peut créer **des emplois** (51%), ce n'est l'opinion que d'un répondant sur cinq en Allemagne (19%). Sur ces deux derniers points, 1/3 et 1/4 des dirigeants allemands expriment leur inquiétude quant à un effet néfaste de la transition énergétique.

L'impact de la transition énergétique sur **la sécurité d'approvisionnement** fait également l'objet d'une **lecture différente des deux côtés du Rhin** : dans l'Hexagone, 2/3 des chefs d'entreprise estiment qu'elle en sera renforcée, tandis que seuls 35% défendent cette idée en Allemagne, 42% considérant que cela n'aura pas d'impact et 21% un impact négatif.

Les dirigeants d'entreprise étaient également interrogés sur **leur anticipation de l'impact de la transition énergétique sur les coûts de l'énergie et la facture d'électricité des entreprises** : là encore, les dirigeants français apparaissent plus optimistes – ou en tout cas, moins pessimistes – que les dirigeants allemands. En effet, en France, les proportions de chefs d'entreprise qui envisagent un impact positif sur les coûts globaux

d'approvisionnement en énergie et sur la facture d'électricité des entreprises dépassent légèrement celles des « cassandres » (42% et 40% contre 36% et 39%), tandis qu'en Allemagne, une majorité imposante des dirigeants d'entreprises cultive une vision négative : 68% des chefs d'entreprises allemands envisagent un impact négatif sur les coûts globaux d'approvisionnement de l'énergie (contre 16% un impact positif), et 64% concernant la facture d'électricité des entreprises (contre 19% un impact positif). En France, ce sont surtout les entreprises industrielles – hors production d'électricité, de gaz, de vapeur et d'eau – qui anticipent le plus une hausse de leur facture d'électricité.

Une majorité relative des chefs d'entreprise français estiment que leur entreprise tirera des bénéfices de la transition énergétique, quand en Allemagne, moins d'un tiers le pensent

Au regard des réponses formulées à la question précédente, il est logique de constater que davantage de dirigeants d'entreprise français espèrent gagner quelque chose dans le processus de transition énergétique que leurs alter ego allemands. Ainsi, **47% des répondants français ont le sentiment que leur entreprise « a plus à gagner qu'à y perdre », pour seulement 30% des répondants allemands.** Dans tous les cas, relevons que la proportion d'entreprises qui pensent qu'elles ont plus à perdre qu'à y gagner demeure mesurée dans les deux pays (16% et 19%), les autres répondants déclarant avoir autant à y gagner qu'à y perdre.

En France, les entreprises de production et de distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'eau sont particulièrement convaincues de leur capacité à tirer parti de la transition énergétique (70%), ce qui n'est pas véritablement le cas en Allemagne (35%).

Une incertitude sur le rôle à jouer en tant que dirigeant d'entreprise, particulièrement en Allemagne, mais une attitude ouverte face aux mesures pouvant être mises en place en entreprise

Les dirigeants interrogés se positionnent-ils en tant qu'acteurs de la transition énergétique ? Oui, en majorité, mais de manière « modeste ». **En France, 63% qualifient leur rôle d'important**, dont 13% de « très important ». **En Allemagne, 52% s'arrogent un rôle important**, dont 11% « très important ». Notons qu'en France, les grandes entreprises sont plus nombreuses à estimer avoir un rôle important à jouer contrairement aux entreprises de moins de 50 salariés, tandis qu'en Allemagne, grandes et « petites » entreprises se rejoignent

pour s'attribuer un rôle important, tandis que les entreprises de taille intermédiaire (50-199 salariés) semblent se sentir un peu moins concernées.

Si certains dirigeants d'entreprise doutent ainsi de leur poids, **nombreux se montrent cependant ouverts à différentes solutions pour accompagner en entreprise la transition énergétique**. En France, 27% déclarent avoir déjà procédé à **des investissements modérés** pour améliorer l'efficacité énergétique de leur entreprise, par exemple en remplaçant des technologies inefficaces (éclairage, isolation des tuyaux...) et 54% se déclarent prêts à le faire, dont 15% « tout à fait ». Autant indiquent avoir déjà procédé à **des investissements importants**, comme la rénovation de leurs bâtiments ou de nouvelles installations de production (28%), mais les volontaires sont un peu moins nombreux que précédemment (41%, dont 10% « tout à fait »). **En Allemagne, les entreprises déclarant avoir déjà procédé à de tels investissements, qu'ils soient modérés ou importants, sont un peu moins nombreuses** (22% dans les deux cas) **mais celles se déclarant tout à fait prêtes à passer le cap sont en revanche un peu plus nombreuses** (25% et 18%).

Notons que $\frac{3}{4}$ des dirigeants français se déclarent prêts à **produire et consommer des énergies renouvelables au sein de leur entreprise** (14% indiquant déjà le faire et 18% y être tout à fait prêts), ce qui est également le cas de 65% des dirigeants allemands (16% indiquant déjà le faire et 19% y être tout à fait prêts). Dans les deux pays, 6 dirigeants sur 10 ont déjà envisagé ou envisagent de **mettre en place une politique d'achat qui favorise les produits et services économes en énergie, même à des coûts potentiellement plus élevés**. Relevons qu'en France, davantage indiquent avoir même déjà établi une telle politique (16% contre 9% en Allemagne). Un peu plus d'un dirigeant sur deux se dit également prêt à **développer une gamme de produits ou services spécifiques plus économes en énergie** (55% en France, dont 15% déclarant l'avoir déjà fait ; 54% en Allemagne, dont 12% déclarant l'avoir déjà fait) et/ou à **créer un poste interne, consulter régulièrement des experts externes afin d'identifier et mettre en œuvre des économies d'énergie** (52% en France, dont 17% déclarant l'avoir déjà fait ; 53% en Allemagne, dont 13% déclarant l'avoir déjà fait).

Les grandes entreprises des deux pays apparaissent davantage prêtes à mettre en œuvre ces différents efforts pour progresser sur la voie de la transition énergétique, ayant sans doute davantage d'opportunités et de moyens.

3. Perceptions de la mise en œuvre de la transition énergétique dans le pays : des Allemands qui portent un regard plus positif sur l'action gouvernementale en matière de transition énergétique

Des dirigeants allemands plus positifs sur la politique de transition énergétique menée dans leur pays que leurs homologues français

Les responsables en entreprise allemands portent un regard plus positif sur les objectifs identifiés par leur gouvernement dans le cadre de la transition énergétique que les dirigeants français. Si ces données reflètent sans doute pour partie les cotes de confiance des deux dirigeants ainsi que l'avancée du débat et de la législation dans les deux pays, il est néanmoins intéressant d'identifier les écarts.

Une majorité des dirigeants d'entreprise allemands juge les objectifs identifiés par leur gouvernement en matière de transition énergétique à la fois ambitieux (66%, dont 23% tout à fait), réalistes (63%, dont 12% tout à fait) et concertés (58%, dont 12% tout à fait). Cependant, ils ne sont pas exempts de critiques. 47% ne les considèrent pas comme clairs, 60% jugent qu'ils n'ont pas été fixés selon un rythme adaptés et 54% déplorent qu'ils ne soient pas coordonnés avec ceux d'autres pays, notamment la France. Les dirigeants les plus jeunes sont un peu moins nombreux à juger ces objectifs ambitieux tandis que les entreprises de construction sont moins nombreuses à les juger concertés.

Côté français, si une courte majorité considère les objectifs fixés par le gouvernement comme ambitieux (54%), tous les autres aspects font l'objet d'une lecture négative : ils sont ainsi 60% à juger ces objectifs non réalistes, 62% pas coordonnés avec ceux d'autres pays comme l'Allemagne, 68% fixés à un rythme inadaptée, 69% pas issus de la concertation entre toutes les parties-prenantes et enfin 71% pas clairs. En creux, on lit donc une critique du processus de concertation et d'élaboration du projet de loi par les dirigeants d'entreprise français. En effet, **78% de ces derniers ont le sentiment que les suggestions et revendications des dirigeants d'entreprise n'ont pas suffisamment été prises en compte par le gouvernement** dans le cadre de l'élaboration de la politique de transition énergétique. En Allemagne, ce sentiment est certes assez répandu mais minoritaire (40%). Relevons que **les grandes entreprises et les entreprises du secteur de l'énergie en France ont un peu plus le sentiment que l'opinion des dirigeants d'entreprise a été prise en compte** (37% dans les deux cas contre 19% en moyenne). Elles sont d'ailleurs en général plus positives sur les objectifs fixés : ainsi, 56% des

entreprises de production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'eau ainsi que 58% des plus grandes entreprises français jugent les objectifs fixés par le gouvernement réalistes.

Tout comme les objectifs, les moyens mis en œuvre ou envisagés sont mieux perçus en Allemagne qu'en France. Toutefois, les dirigeants d'entreprises allemands apparaissent plus critiques dès lors que la réalisation concrète de la transition énergétique est évoquée : 46% jugent les moyens mis en œuvre ou envisagés suffisants pour mener à bien la transition au rythme souhaité. En France, cette proportion chute à 16%. Les plus critiques en France se retrouvent parmi l'industrie extractive ou manufacturière ainsi que dans la construction, tandis qu'en Allemagne, ce sont les grandes entreprises qui jugent le plus les moyens insuffisants.

Les aides financières, principaux leviers identifiés de la transition énergétique en entreprise

Les répondants étaient également amenés à se déterminer sur le poids de différentes mesures susceptibles d'encourager les entreprises sur le chemin de la transition énergétique. Sans surprise, **les aides financières apparaissent comme les leviers les plus efficaces pour inciter les chefs d'entreprise à se mobiliser.** Ainsi, 83% des répondants français et 75% des répondants allemands indiquent qu'ils seraient encouragés par **une aide financière pour la recherche et le développement dans le domaine des technologies vertes** (dont 37% et 30% tout à fait). **Les aides financières pour déployer de nouvelles technologies** comme les pompes à chaleur ou les véhicules électriques seraient également selon eux de nature à les encourager (84% et 71%), tout comme **celles en faveur d'un diagnostic et d'un investissement en faveur des économies d'énergie** (83% et 70%). **L'instauration de tarifs variables de l'électricité** pour que les entreprises puissent adapter leur consommation en fonction des prix recueillent également un avis favorable des dirigeants d'entreprise, notamment en France : 77% considèrent que cela les encouragerait à mettre en place la transition énergétique dans leur entreprise, ce qui est également le cas de 64% des chefs d'entreprise allemands.

L'accès à une meilleure information, par exemple à travers la mise en place d'un guichet unique pour les entreprises, convainc surtout les dirigeants français, 79% d'entre eux y voyant un bon levier pour les encourager à mettre en place la transition énergétique. 59% des dirigeants allemands partagent ce sentiment. Les deux solutions les moins plébiscitées, mais pour autant non rejetées, résident dans **l'amélioration du cadre politique et la mise en place de nouvelles réglementations.** 64% des répondants français et 61% des répondants allemands indiquent qu'ils seraient stimulés par un cadre politique fixant des objectifs contraignants à moyen et long termes en matière d'énergie et de climat. De même, 66% et 56% seraient encouragés par de nouvelles

réglementations, avec des normes basse consommation davantage contraignantes. Ainsi, **tout ce qui s'apparente à des contraintes n'apparaît pas comme les solutions les plus efficaces aux yeux des dirigeants d'entreprises, qui leur préfèrent des incitations financières.** Toutefois, relevons que l'on n'assiste pas à un rejet pur et simple de tout ce qui s'assimilerait à des efforts « contraints ». Bien évidemment, plus les dirigeants ont le sentiment d'avoir quelque chose à gagner dans la transition énergétique, mais également d'avoir été « entendus », plus ils déclarent qu'ils seraient incités à œuvrer en faveur de la transition énergétique suite à ces différentes mesures.

4. Regards sur la transition énergétique outre-Rhin et opportunités de coopération : une Allemagne jugée plus à même de mener à bien la transition et un souhait de coopération renforcée

Une transition énergétique à mener plutôt à un niveau supra-national

A quels niveaux mettre en place efficacement la transition énergétique ? **En France, les dirigeants d'entreprise privilégient le niveau européen (38%) et le niveau mondial (37%), ainsi que le niveau du pays (37%).** Les réponses sont donc selon eux davantage à chercher à un niveau national voire supra-national qu'au niveau local, même si 26% citent l'échelon communal/intercommunal et 24% le niveau régional. Ces deux niveaux sont davantage cités par les jeunes dirigeants, ceux du secteur de la construction et ceux des ETI. **Côté allemand, c'est le niveau national qui apparaît comme le plus adéquat aux yeux des chefs d'entreprise (40%), devant le niveau européen (31%) ou mondial (26%).** 25% préfèrent l'échelon régional et seulement 14% l'échelon local. Dans les deux cas, relevons que l'hypothèse d'une transition énergétique au niveau d'un sous-ensemble d'Etats européens, à commencer par la France et l'Allemagne, ne leur apparaît pas comme la plus souhaitable (7% et 11%).

Un déficit d'information perçu sur le processus de transition énergétique outre-Rhin

Si cette solution ne leur apparaît pas comme la plus efficace, c'est peut-être parce que les dirigeants d'entreprise se sentent mal informés par les débats et décisions prises de l'autre côté du Rhin. Ainsi, **28% des dirigeants allemands considèrent être bien informés sur la transition énergétique en France.** De l'autre côté, seuls 16% des dirigeants français déclarent pouvoir en dire autant sur la transition énergétique allemande.

C'est donc un sentiment d'absence ou de mauvaise information qui prévaut. Certes le fait d'avoir une part de son chiffre d'affaires ou des fournisseurs de l'autre côté du Rhin semble améliorer le niveau d'information, mais de manière insuffisante.

Une longueur d'avance affectée à l'Allemagne sur le chemin de la transition énergétique

Invités à indiquer le pays le plus à même selon eux de mener à bien, et au rythme souhaité, la transition énergétique, les dirigeants d'entreprise, aussi bien français qu'allemands, font pencher la balance en faveur de l'Allemagne (respectivement 62% et 63%). Seuls 8% des répondants français « votent » pour la France (14% des grandes entreprises et de celles ayant un chiffre d'affaires important), quand environ un cinquième des répondants de chaque pays opte pour réponse prudente « autant l'un que l'autre ». Notons que peu estiment que ni la France ni l'Allemagne ne sont en mesure d'achever la transition énergétique. En Allemagne, les plus convaincus de la réussite allemande se recrutent parmi les dirigeants les plus âgés et ceux des entreprises de plus de 50 salariés.

Un souhait d'une plus ample coopération, notamment en matière de recherche et développement, mais aussi en matière d'industrie et de politique

L'idée d'une coopération accrue entre la France et l'Allemagne dans le cadre de la transition énergétique séduit une majorité de dirigeants d'entreprise, aussi bien en France (79%, dont 40% qui souhaitent « beaucoup plus » de coopération) qu'en Allemagne (65%, dont 28%). Relevons que 23% des dirigeants allemands qui se sentent bien informés sur la transition énergétique française optent pour « moins » de coopération (pour 13% en moyenne).

Cette coopération reposerait efficacement selon eux sur **le financement de projets commun de R&D sur la transition énergétique** (87% en France, 70% en Allemagne), **mais aussi sur des coopérations industrielles accrues** dans le domaine des énergies renouvelables, de la mobilité électrique, des produits économes en énergie... (85% et 71%).

En matière de production et de consommation, la mise en place d'un marché commun pour les centrales électriques rarement utiles mais nécessaires lors des pointes de consommation (« marché de capacités ») leur

apparaît comme une solution efficace pour favoriser la transition énergétique (83% et 66%), tout comme **un renforcement des réseaux électriques transfrontaliers** (82% et 68%). Une large majorité jugerait également bénéfique de **négoier ensemble des contrats d’approvisionnement après de fournisseurs étrangers** (81% et 69%). Relevons également que **l’ouverture réciproque des marchés de la transition énergétique** est perçue positivement par les répondants, qu’ils soient français (78% jugeant efficace cet accès facilité des entreprises françaises en Allemagne et vice-versa) ou allemands (64% jugeant cela efficace).

D'un point de vue politique, même s'il ne s'agissait pas à leurs yeux du meilleur échelon, les dirigeants d'entreprise des deux pays voient également d'un bon œil **un renforcement de la coopération politique et institutionnelle en matière d'énergie et de climat** (82% et 70%). Cette solution leur apparaît autant si ce n'est plus efficace que **le renforcement des compétences de l'Union Européenne** (81% et 59%), quand bien même ils plébiscitaient davantage l'échelon européen comme niveau où mettre en place la transition énergétique. Ce sont **les chefs d'entreprise allemands qui semblent un peu plus sceptiques sur l'efficacité d'un élargissement des compétences européennes en matière d'énergie**, afin d'harmoniser les politiques de chacun des pays membres. Enfin, relevons qu'à l'instar des autres mesures testées, **la mise en place de mesures communes visant à atténuer la volatilité des prix de l'énergie** est jugée plus efficace en France (82%) qu'en Allemagne (62%).

Conformément à l'ensemble de l'enquête, **les dirigeants d'entreprise allemands semblent plus sceptiques que leurs homologues français sur les solutions à adopter pour favoriser la coopération franco-allemande et la transition énergétique.** Et dans les deux pays, le regard porté sur ces mesures est toujours mesuré, moins de 3 répondants sur 10 estimant ces propositions « tout à fait » efficaces.

* * * * *

Merci de noter que toute diffusion de ces résultats doit être accompagnée d'éléments techniques tels que : la méthode d'enquête, les dates de réalisation, le nom de l'institut – Harris Interactive-, la taille de l'échantillon.

A propos de Harris Interactive

Harris Interactive est un institut de référence sur le marché des études (6^{ème} rang mondial des sociétés d'étude ad hoc). La structure française, fondée en 1995 par Nathalie PERRIO-COMBEAUX et Patrick VAN BLOEME sous le nom de Novatris, a rejoint le groupe en mars 2004.

Harris Interactive propose des méthodes d'études innovantes ainsi que des analyses et un conseil stratégique qui aident les clients à prendre des décisions réfléchies et efficaces. Le groupe doit sa réputation aux sondages d'opinion « Harris Poll » et à son rôle précurseur dans les méthodes d'études en ligne. La société a mis en place ce qui, selon elle, constitue le panel le plus important au monde : le Harris

Poll Online. Harris Interactive est au service de sa clientèle dans le monde entier grâce à ses bureaux en Amérique du Nord et en Europe. Pour plus de renseignements sur Harris Interactive, veuillez consulter www.harrisinteractive.fr

Contact Harris Interactive en France:

Laurence Lavernhe – 39 rue Crozatier – 75012 Paris - Tel: 01 44 87 60 94 – 01 44 87 60 30 - llavernhe@harrisinteractive.fr

Jean-Daniel Lévy – Directeur du Département Politique & Opinion - 01 44 87 60 30 – jdlevy@harrisinteractive.fr